

APPEL A L'ACTION!

Freinons l'agenda de l'Organisation mondiale du commerce et des Accords de libre échange et d'investissement!

Construisons des relations commerciales au service des peuples et de l'environnement!

En 2017, pour un nouveau Seattle à Buenos Aires!

Dans les dernières années, la libéralisation commerciale au niveau mondial n'a cessé de s'étendre. Il y a eu une prolifération d'Accords de libre échange (ALE) bilatéraux ou régionaux, et tout particulièrement depuis que la multi latéralité de l'OMC a commencé à décliner. Leurs effets sur les peuples sont manifestes : l'orientation des économies vers l'exportation a entraîné la rupture des chaînes de production et de consommation locales, et à la suite, le chômage, la pauvreté et la faim, poussant des millions de personnes au désespoir. Les impacts environnementaux de ces politiques sont également désastreux et engendrent une dépossession des territoires en fonction des besoins des entreprises.

Ces effets ont mis en évidence le fait que les ALE ne sont pas de simples accords commerciaux d'échange de biens et que leur objectif n'est pas le simple accès aux marchés. Aujourd'hui les mega ALE interrégionaux impulsés par les Etats Unis, l'Europe ou la Chine (TPP, TTIP, CETA, TISA y RCEP) supposent une avancée des droits et des privilèges des grandes entreprises multinationales et visent à ouvrir et privatiser tous les secteurs économiques encore régulés. Ils avancent aussi dans la protection des investissements et du capital étranger, garantissant leur capacité à poursuivre les Etats devant des tribunaux d'arbitrage internationaux pour toute politique considérées comme affectant les bénéfices attendus. Ce qui montre que le "libre commerce" n'est qu'un masque derrière lequel se cachent les intérêts des entreprises qui cherchent à se garantir de plus grands bénéfices au détriment des droits sociaux, environnementaux et du travail des peuples.

Dans les dernières décennies, le système de libre échange a été de plus en plus critiqué. Un des moments clés en a été la mobilisation massive des organisations sociales en 1999 qui ont jeté le discrédit sur le libre échange et mis en évidence les impacts négatifs du projet de libéralisation commerciale dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lors du Sommet de Seattle aux Etats-Unis. Ce discrédit de surcroît ne vient pas que du secteur social. Actuellement, de nombreux gouvernements remettent aussi en cause le fait que la libéralisation commerciale puisse améliorer le bien-être social des populations. Il est clair aujourd'hui que l'agenda d'ouverture ne jouit pas du même soutien parmi les secteurs dominants et les acteurs politiques que dans les années 90.

En quoi ce sommet ministériel va-t-il affecter l'Amérique latine?

Depuis l'échec de l'ALCA en 2005, plusieurs pays d'Amérique latine ont proposé des alternatives au libre échange dans la région, élaboré des projets novateurs d'intégration régionale qui mettent au centre la construction du *bien vivre* dans notre continent. Des projets comme l'ALBA-TCP (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique-Traité de Commerce des Peuples) et d'une Nouvelle architecture financière régionale visaient à la construction de relations

complémentaires et solidaires entre nos peuples, en opposition avec la concurrence absolue promue par le libre échange. L'avancée de la droite a démantelé plusieurs des objectifs alternatifs proposés. De fait les pays qui ont signé massivement des Accords de libre échange comme le Mexique, le Chili, le Pérou et la Colombie (qui ont constitué l'Alliance du Pacifique pour contrecarrer les blocs anti-hégémoniques) sont cités en exemple de ce qu'il convient de faire : attirer les investissements étrangers en offrant une sécurité juridique aux capitaux, quel qu'en soit le prix, et orienter leurs économies vers l'exportation.

C'est dans ce contexte que va se tenir une nouvelle Réunion ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, Argentine, entre le 11 et le 14 décembre 2017. Il s'agit de la première réunion que cet organisme tiendra en Amérique du Sud et ce n'est pas un hasard. La progression des droites dans le continent met à l'ordre du jour l'arrêt de tout plan d'intégration alternatif et la réinstallation de l'idée que le libre échange est la seule voie possible pour nos peuples.

Vingt ans d'accords de libre échange dans la région ont montré les effets néfastes de la dérégulation et de l'avancée des droits des entreprises sur ceux de nos peuples et de notre environnement. La libéralisation nous a ôté la capacité de décider de nos services publics, tels que l'eau ou l'énergie, a entraîné la privatisation de l'éducation et de la santé, a transformé l'économie en une affaire de techniciens et de bureaucrates au service du grand capital. Face à cela, il est grand temps de mettre en marche les alternatives économiques et politiques à même de réguler le pouvoir des entreprises, de donner la primauté aux droits humains et garantir l'harmonie avec l'environnement. C'est pourquoi nous rejetons l'agenda du "libre" échange et de protection des investissements sous toutes ses formes, que ce soit par des accords bilatéraux ou dans un cadre multilatéral comme celui de l'OMC.

Face à cette nouvelle offensive du libre échange et des investissements, il est nécessaire de coordonner les actions et les campagnes des organisations sociales de la région et du monde. Il est nécessaire de réunifier les luttes et les mobilisations contre le "libre" échange et la protection des investissements. C'est pourquoi l'Assemblée "Argentina mejor sin TLC" et toutes les organisations alliées, nous lançons un appel aux organisations sociales, politiques, syndicales, environnementales, de femmes et de jeunes, à tous les peuples du monde en définitive, à se mobiliser à l'occasion du sommet de Buenos Aires entre le 11 et le 14 décembre 2017. Il est nécessaire que les organisations du monde entier analysent la situation actuelle de progression de la libéralisation et que nous repensons et rediscutions les alternatives au capitalisme spoliateur de nos peuples et de l'environnement. Ensemble nous pouvons vaincre le néolibéralisme et construire cet autre monde possible.

La lutte est globale !

A bas le libre échange sous toutes ses formes!

Asamblea Argentina mejor sin TLC

Envoyer des adhésions à: argentinamejorsintlc@gmail.com